



NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

FACE A LA DÉFERLANTE DES LICENCIEMENTS LA NÉCESSITÉ D'UNE RIPOSTE COORDONNÉE POUR STOPPER LES CAPITALISTES

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 1er OCTOBRE 2020

Après Continental dans l'Oise et Goodyear dans la Somme, c'est au tour de Bridgestone d'annoncer la fermeture de son usine de pneumatiques à Béthune. Résultat : à l'heure où le patronat multiplie les plans de licenciements et les fermetures d'usine, ce sont 863 salariés supplémentaires qui devraient être jetés sur le carreau, sans compter les milliers d'emplois condamnés dans la sous-traitance.

Alors, Le Maire, Ministre de l'industrie et Bertrand, Président de région peuvent amuser la galerie en dénonçant pour le premier une décision « *révoltante, avec une méthode révoltante et des conséquences révoltantes* » ; en évoquant pour le second un « *assassinat prémédité, prévu de longue date* ».

Mais tous savaient depuis des mois que dans le cadre de la restructuration du groupe, le fabricant avait ciblé l'usine de Béthune, bien qu'elle soit l'une de ses principales usines en Europe. Oui, tous ces hypocrites savaient... et ils ont laissé faire.

UN SCENARIO CONNU

Une fois de plus, le prétexte à la fermeture est le manque de compétitivité. Les pneus produits à Béthune ne seraient plus adaptés au marché et les investissements nécessaires trop coûteux, malgré les millions de subventions publiques reçues depuis sa création en 1961.

En oubliant au passage les trois milliards de dollars de bénéfice réalisés par le groupe en 2019, le plaçant loin devant Michelin et Goodyear.

Mais l'annonce de cette fermeture a aussi un sale goût de revanche politique contre des salariés qui avaient refusé à une majorité des deux tiers, lors d'un référendum organisé par la direction en juin 2019, un Accord de Performance Collective (APC) dégradant leurs conditions de travail.

PAS DE SOLUTION HORS DE LA LUTTE

Comme à chaque fermeture d'usine, le même manège se répète. A Béthune, les quatre syndicats de Bridgestone (CGT-CFDT-Sud-UNSA) ont signé un protocole avec le gouvernement pour... entamer des discussions de cinq mois !

La valse des « contre expertises », des « solutions industrielles alternatives », des « plans de reclassement qui ne laisseront personne sur le carreau » peut commencer.

Pourtant, toutes celles et ceux qui ont vu leur usine fermer ces dernières années, chez PSA, Continental, Goodyear, GM&S peuvent témoigner que les promesses n'ont jamais été tenues.

C'est le même danger qui guette les travailleurs de Renault. Alors que les quatre principaux syndicats viennent de voter contre le plan de casse présenté par Luca de Meo, le cabinet d'expertise missionné par le CCSE ne trouve rien de mieux à proposer que de « *mettre en place, entre les partenaires sociaux, un dispositif d'alerte précoce basé sur des enquêtes terrain en boucles* » parce que « *dans la mise en œuvre du projet, sur le terrain, un grand nombre de tensions et de difficultés peuvent surgir* ». En clair, tout faire pour empêcher une salutaire explosion de la colère ouvrière !

ON NE GAGNE PAS ENTREPRISE PAR ENTREPRISE

Aujourd'hui, ni ce gouvernement, ni Bridgestone, ni un hypothétique repreneur capitaliste ne garantiront l'emploi de tous en cette période d'explosion des plans « sociaux ».

Renault à Choisy-le-Roi, Mercedes à Hambach en Moselle, Bridgestone dans le Pas-de-Calais, Ford à Bordeaux ont annoncé des fermetures d'usine.

Quelle que soit l'entreprise et le pays dans lequel se trouve son siège social, c'est la même politique qui s'applique.

Dans une telle situation, aller au combat chacun de son côté, usine par usine, ne permettra de construire le rapport de force à la hauteur nécessaire pour gagner.

Seule une mobilisation sociale d'ampleur et coordonnée à l'échelle nationale serait en mesure de mettre un coup d'arrêt aux suppressions d'emplois.

Mais la vérité, c'est aussi qu'il est illusoire de croire en finir avec le chômage et la précarité sans se débarrasser du système capitaliste lui-même et de ses larbins.



AU CCSE, TOUS LES SYNDICATS DISENT NON AU PLAN D'ÉCONOMIES

Au Comité Central Social d'Entreprise qui s'est tenu mardi, CFE-CGC, CFDT, FO et CGT – soit tous les syndicats représentés – ont émis un avis défavorable au plan d'économies présenté par la direction en mai dernier. Ce plan prévoit 2,15 milliards d'euros d'économies et 15.000 suppressions de postes, dont 4.600 en France. L'avenir de certains sites industriels est en suspens. Et la direction prévoit déjà de fermer le site de recyclage de Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) et d'arrêter d'assembler les véhicules à Flins (Yvelines).

Ce vote est un changement par rapport aux acceptations des plans de compétitivité et de suppressions d'emplois auxquelles nous avons habitués « l'alliance » CFDT, FO et CFE-CGC.

Sauf que maintenant, il faudrait passer des communiqués de presse aux actions effectives. L'annulation par la CGT, sous prétexte du COVID, du rassemblement prévu ce mardi lors de la réunion du CCSE est à cet égard un mauvais signal pour la lutte nécessaire contre le plan de Renault, les fermetures d'usines et les suppressions d'emplois.

Pour gagner, c'est la lutte, tous ensemble, dans l'ensemble de la branche, et plus largement encore, qu'il faut préparer, en refusant le piège du « dialogue social ».

DE-MEO-LITION

Luca De Meo a fait sa rentrée avec une série de vidéos sur l'Intranet où il « *partage sa vision pour la relance du groupe* ». Mais le nouveau Directeur Général de Renault, aux six millions d'euros de salaire annuel, ne brille pas par son originalité.

En guise de « *Renaulition* » – le slogan du nouveau patron de Renault – il compte « *faire dans les cinq ans à venir, ce que PSA a fait les cinq dernières années* ». Et qu'a fait PSA ? Des milliers de suppressions d'emplois, la fermeture des sites d'Aulnay, Saint-Ouen et La Garenne, bientôt 10 000 emplois supprimés chez Opel (soit un quart des effectifs)... Selon un document interne, le nouveau directeur général de Renault annonce que le groupe pourrait réaliser d'ici 5 ans près d'un tiers de son activité en dehors du secteur automobile traditionnel. Alors, la « *Renaulition* » de De Meo, c'est surtout la relance de la démolition des emplois.

FINANCEMENT DE LA « DÉPENDANCE » RACKET EN VUE SUR LES RETRAITÉS

Pour compenser la perte d'autonomie des personnes « âgées » ou « en situation de handicap », le gouvernement a fait adopter par le Parlement, cet été, la création d'une nouvelle branche de la Sécurité Sociale. Sans définir quel en serait le mode de financement. Pour réunir les 6 milliards jugés nécessaires d'ici 2024, le rapport sur ce sujet remis au gouvernement en septembre n'y va pas par quatre chemins. Au lieu de prévoir un risque financé à 100% par la Sécu et des

cotisations patronales, le rapport envisage de pénaliser spécialement les personnes âgées elles-mêmes : durcissement des conditions d'accès à l'A.P.A. (Allocation Personnalisée à l'Autonomie) et à l'A.A.H. (Allocation Adulte Handicapé), suppression de l'abattement de 10% sur les pensions dans le calcul des impôts, augmentation de la CSG... Alors même que le budget 2021 promet aux entreprises des milliards de baisse d'impôts et de cotisations sociales, il n'y aurait une nouvelle fois pas d'argent pour la santé et le social. Une honte.

MACRON ET LE LIBAN : RETOUR AU TEMPS DES COLONIES

Une nouvelle fois, dimanche, Macron a critiqué sévèrement les dirigeants et le système politique libanais. Un système contre lequel, ni lui, ni ses prédécesseurs, n'avaient jamais rien trouvé à redire avant que les mobilisations populaires de fin 2019 ne viennent l'ébranler. et obliger le premier ministre Saad Hariri à démissionner. Au contraire, le système aujourd'hui critiqué bénéficiait depuis toujours de la bénédiction de la France. Macron lui-même avait reçu en grande pompe Saad Hariri en 2017. Libre à lui de changer d'avis. Mais de quel droit fixe-t-il lui-même les conditions et les délais de constitution du nouveau gouvernement ? Sans compter la menace : sans engagement à appliquer les réformes « structurelles » voulues par le FMI et les grandes puissances, pas d'aide internationale pour le Liban. On connaît pourtant bien les conséquences sociales désastreuses de ces réformes partout où elles ont été appliquées (dans les pays pauvres, en Grèce ...). Bonjour le cadeau !

Réunion publique du NPA * Jeudi 15 octobre à 20h MJC St Sever - Salle Europa Place Hanovre - Rouen

Dans ce contexte de crise généralisée, sanitaire, économique et sociale, nous devons nous organiser pour résister et combattre la politique du gouvernement

Nos colères sont légitimes,
face à la répression débridée de l'Etat.

Faisons converger nos luttes et amplifions les grèves,
c'est par la lutte que nous pourrons les faire plier

Pour sortir de la crise, renversons le capitalisme! Discutons-en ensemble et organisons-nous

* selon les contraintes sanitaires liées à la situation COVID-19

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA www.npa-auto-critique.org

Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.P.N.S. - ne pas jeter sur la voie publique